

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, la politique que décrit mon honorable ami est celle du gouvernement précédent, avec sa responsabilité ministérielle à renvoi. Chaque fois qu'il s'est trouvé en difficulté, il a mis en cause les fonctionnaires. Voilà ce qui s'est passé sous le gouvernement précédent.

Des voix: Bravo!

M. le Président: A l'ordre. Est-ce que le premier ministre désire terminer sa réponse?

M. Mulroney: Non, je ne tiens pas à exaspérer encore plus mon honorable ami.

Je puis dire à mon honorable ami que son parti s'est porté à la défense des droits des anglophones du Québec et des francophones en dehors du Québec. Nous croyons à la défense des droits des minorités. Nous n'avons pas de leçons à recevoir du député à cet égard.

Des voix: Bravo!

M. le Président: A l'ordre. Le député de Yorkton-Melville (M. Nystrom).

* * *

● (1450)

[Français]

RADIO-CANADA

LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES—LE MANDAT DU
GOUVERNEMENT VIS-À-VIS DES AUDITEURS DE LANGUE
FRANÇAISE

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur le Président, ma question s'adresse à l'honorable ministre des Communications, et elle fait suite aux compressions budgétaires à Radio-Canada.

Pour les autochtones anglophones, il y a toujours les alternatives américaines comme PBS, mais il n'en est pas de même pour les auditeurs de langue française au point de vue de la radio et de la télévision, monsieur le Président. Ma question est donc la suivante: A la suite des compressions budgétaires mises en vigueur par le gouvernement, comment la Société Radio-Canada peut-elle remplir son mandat vis-à-vis de ses auditeurs de langue française?

[Traduction]

L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications): A mon avis, monsieur le Président, Radio-Canada n'est pas seule responsable de la programmation française au Canada. J'en profite pour signaler que le secteur privé en est en partie responsable. Si nous pouvons améliorer la qualité de nos produits et leur exportation, la production sera meilleure au Québec, car le marché sera plus fort.

[Français]

M. Nystrom: Mais la semaine dernière le ministre a parlé de l'amélioration du service de programmation dans la maison de

Radio-Canada, monsieur le Président, et ma question supplémentaire est la suivante: Comment peut-il justifier maintenant la contradiction entre ses promesses d'amélioration des services la semaine dernière, d'une part, et ses coupures budgétaires à Radio-Canada, d'autre part?

[Traduction]

M. Masse: Monsieur le Président, il y a quelques jours, monsieur le Président, j'ai déclaré à Montréal que nous devons avoir plus de variété dans la programmation française d'un bout à l'autre du pays. Nous devons insister bien davantage sur la commercialisation nationale et internationale.

[Français]

M. Nystrom: C'est là, la contradiction!

[Traduction]

M. Masse: J'ai de nouveaux problèmes...

[Français]

M. Nystrom: C'est là, la contradiction!

[Traduction]

M. Masse: ... et vous savez que ces problèmes...

[Français]

M. Nystrom: Cela n'était pas ma question!

[Traduction]

M. Masse: ... sont attribuables au nouveau climat qui existe...

[Français]

Mlle Jewett: Continuez! Continuez!

[Traduction]

M. Masse: ... depuis dix ans.

[Français]

M. Nystrom: C'est là la contradiction!

[Traduction]

M. Masse: La programmation anglaise au Canada—programmation canadienne et étrangère—est de plus en plus concurrentielle.

[Français]

M. Nystrom: Ce n'était pas là ma question.

[Traduction]

M. Masse: Il ne s'agit pas seulement de la situation qui existe au Québec. Nous n'enlevons pas aux anglophones pour donner aux francophones. Ce n'est pas du tout la façon de concevoir ce problème. Ce n'est vraiment pas la solution.

M. le Président: Je présume que le ministre ne m'en voudra pas de donner la parole au député d'Ottawa-Vanier (M. Gauthier).